

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/Q2/FJI/1**

20 mars 1997

(97-1170)

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## SUBVENTIONS

### Questions de la COMMUNAUTE EUROPEENNE concernant la nouvelle notification complète des FIDJI<sup>1</sup>

La Délégation permanente de la Communauté européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 mars 1997.

Les Fidji ont informé l'OMC le 14 février 1997 qu'elles ne maintenaient aucune subvention appelant une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994 et de l'article 25 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, à l'exception de celles qui étaient indiquées dans la notification concernant l'agriculture.

La Communauté européenne a obtenu des renseignements sur différents programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC alors qu'ils auraient, semble-t-il, dû l'être au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

### PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NOTIFIES A L'OMC

Les Fidji ont fait savoir que les subventions applicables aux Fidji étaient celles qui étaient indiquées dans la notification concernant l'agriculture. La Communauté estime qu'une notification au titre de l'Accord sur l'agriculture n'exempte pas un Membre de l'obligation de présenter une notification au titre de l'Accord sur les subventions.

Par conséquent, la Communauté demande que ces programmes soient notifiés au titre de l'article 25 de l'Accord sur les subventions, suivant le mode de présentation type.

### PROGRAMMES DE SUBVENTIONS QUI N'ONT PAS ETE NOTIFIES A L'OMC

#### A. Zones franches

Il est fait référence à un ensemble d'usines situées dans un endroit donné des Fidji comme constituant une zone franche. Les entreprises exportant plus de 80 pour cent de leur production annuelle peuvent bénéficier d'un grand nombre d'incitations:

---

<sup>1</sup>G/SCM/N/3/FJI-G/SCM/N/16/FJI.

- exemption des droits de douane sur les importations de matières premières et de biens d'équipement;
- exemption des droits d'accise sur les produits fabriqués dans la zone et destinés à être exportés ou à approvisionner une autre zone franche;
- exemption de l'impôt sur les bénéfices des sociétés pendant 13 ans;
- exemption de l'impôt à la source sur les intérêts.

B. Entreprises non exonérées d'impôt

Il s'agit des entreprises ou sociétés exportant moins de 80 pour cent de leur production annuelle. La Loi relative à l'impôt sur le revenu prévoit la possibilité de déduire pendant cinq ans certains montants du revenu imposable.

C. Incitations à l'exportation

Il existe deux types d'incitations à l'exportation: une exonération fiscale dont peuvent bénéficier les produits exportés pendant une période de 13 ans avec possibilité de prorogation de cinq ans, et une incitation à l'exportation qui permet de déduire des recettes d'exportation 150 pour cent de toute dépense approuvée destinée à promouvoir des produits des Fidji.

D. Programme d'incitations à l'exportation de la Banque de réserve des Fidji

Dans le cadre de ce programme, la Banque de réserve accorde des prêts à des taux préférentiels pour les exportations pouvant en bénéficier. Il existe deux programmes: financement avant exportation et financement après exportation.

E. Déductions pour investissement en faveur des économies de combustibles

Des déductions sont prévues pour promouvoir une utilisation économique des combustibles.

F. Exonération fiscale pour certaines entreprises agricoles

G. Amortissement accéléré pour les compagnies minières

QUESTIONS DE LA COMMUNAUTE

La Communauté aimerait avoir les éclaircissements suivants au sujet de ces programmes:

- Les Fidji pourraient-elle expliquer pourquoi elles n'ont pas notifié ces programmes à l'OMC?
- Pourraient-elles faire une notification au titre de l'article 25, en utilisant le mode de présentation type?
- Pourraient-elles préciser quels sont les critères ouvrant droit à ces programmes?
- S'agissant des programmes A, C et D, pourraient-elles fournir le calendrier prévu pour l'élimination progressive de ces subventions?